



Un colonel wallon dénonce la flammandisation de l'armée belge

Selon le chef de la base aérienne de Florennes, le colonel Luc Gennart, "les Flamands décident de tout à l'armée" (cité dans *Le Soir* du 18 octobre 2010). Que l'on en juge : deux tiers des généraux et armateurs sont flamands et un tiers, francophones. En outre, ceux-ci sont "souvent confinés dans des positions moins importantes", à la Force aérienne, le commandant et le chef des opérations sont flamands ;

Dans un entretien à *La Libre Belgique* du 21 octobre 2010, le ministre fédéral et négociateur socialiste Paul MAGNETTE déverse sa bile sur la France et souhaite un rattachement à... l'Allemagne :

"Quand je vois la situation en France, je comprends qu'il n'y ait plus que trois rattachistes en Wallonie. Etre rattaché à un pays qui a une culture aux antipodes de la nôtre, c'est ridicule. Chez nous il n'y a jamais une voiture qui brûle, parce qu'on négocie, parce qu'on a une culture de conciliation. On ne va pas tout d'un coup se faire imposer un plan sur les discussions par un gouvernement autoritaire, on négocie avec les syndicats. Il y a une rupture culturelle avec les Français. Si on doit se rattacher un jour, ce sera plutôt avec l'Allemagne. C'est plus l'intérêt industriel de la Wallonie."

Ça vous étonne ? À peine : d'un ponte au régime aux abois doublé d'un prochain blanc du PS soi-disant rennové, plus rien ne peut nous surprendre. Nous avons quelques explications.

MAGNETTE est rancunier et mauvais joueur : il y a un bon mois, le président du RWF, Paul-Henry Gendebien la laisse boucherée au débat télévisé de "Mise au point" (19 septembre) en lui exposant qui était présent à la rencontre entre les socialistes francophones et le PS français, et ce qui avait été évoqué, c'est-à-dire bien évidemment l'appui de la France en cas de désintégration de la Belgique.

MAGNETTE est aussi piètre stratège que tacticien : non seulement, en déclarant le 19 octobre que la note De Weyer, décrétée inacceptable le 17, reprenait à 90 % ("une expression

des deux généraux francophones – les plus qualifiés des quatre, précise Luc Gennart –, l'un a été envoyé en Angleterre et l'autre est chargé de la communication ! "Les francophones qui réussissent l'examen linguistique sont mis sur une voie de garage", confirme le député au Parlement fédéral Denis Ducarme (MR).

Cette sous-représentation franco-phone affecte aussi les grades de colonel et de major. L'explication de la cellule stratégique du ministre de la Défense, Pieter De Creem, est que les francophones seraient de moins

maladroite", concède-t-il à présent les propositions d'Elio Di Rupo, il avoue que les négociateurs francophones ont beaucoup trop cédé en aout, mais encore il brûle ses vaisseaux en martelant qu'il faut un accord parce qu'il n'y a pas d'alternative et en discreditant le plan B. Il n'a pas encore compris qu'en osant le plan F, les Wallons et les Bruxellois feront changer la peur de camp, car ce que la Flandre veut préserver à tout prix, c'est une coquille vide, qui lui permet d'avoir deux Etats à son service. Le sien et le belge, de conserver les avantages du fédéralisme et de garder un pied à, ou plutôt, sur Bruxelles !

MAGNETTE est mal informé : il ne lit pas les enquêtes d'opinion, qui toutes indiquent qu'une proportion variable mais importante de Wallons choisirait l'union avec la France en cas de scission de la Belgique, ni même les notes de l'Institut Emile Vandervelde.

"Une chose semble claire aujourd'hui : il n'y a plus, comme certains l'ont pensé, une seule alternative porteuse à la Belgique, mais deux voies qui tendent à s'afficher comme crédibles :

- la Fédération Wallonie-Bruxelles - Belgique résiduelle;
- l'association/rattachement à la France, qui est désormais aussi crédible, rassurante et attrayante que la première hypothèse, qui ne gêne pas d'attachement affectif et donne l'impression de poursuivre le modèle entravé actuel."?

D'ailleurs, MAGNETTE est incomplètement interrogé avec d'autres "responsables" de la Région wallonne par *Vers l'Avenir* (5 aout 2007) sur leur silence pendant la crise institutionnelle, le nouveau ministre

wallon, politologue(!) à l'ULB de son état, déclarait : "On (lire : "je") croit qu'avec l'explosion de la Volksunie, le nationalisme flamand avait disparu. C'est le contraire qui s'est passé."

MAGNETTE PERD LES PÉDALES

Il est vrai que MAGNETTE est un des spécialistes de l'Europe des technocrates qui ne comprennent rien à l'identité nationale : quand il entend le mot "culture", il répond industrie et supersstructures sociales. Sans doute est-il aussi de ces socialistes qui n'ont retenu de Marx qu'une vision élémentaire du matérialisme, et de ces esprits partisans qui confondent la nation, qui reste, et les gouvernements, qui ne font que passer.

MAGNETTE aurait-il oublié que nos pères ont connu jusque nous étions plus proches de l'Allemagne que de la France ("les Wallons sont des Germains") et qui signa un accord à la Belgique, mais deux voies qui tendent à s'afficher comme crédibles :

1. Ce que Magnette ne nous dit pas, c'est que même après la réforme "autoritaire" de SARKOZY, le régime des retraites français restera plus avantageux que le belge pour les salariés et les fonctionnaires, avec une dette publique proportionnellement moindre et une intervention moins élevée du budget de l'Etat dans le financement des pensions. Nos pensionnés ont bien plus souci à se faire que leurs collègues français.

2. Philippe HUBERT. *Etat de la question. Le rattachisme : une conviction en progrès en Wallonie?* (EV, septembre 2008, page 8).

In memoriam André Patris

Nous venons d'apprendre le décès de notre ami André Patris. Né le 3 février 1921 à Wépion, André Patris était docteur en philosophie et lettres. Journaliste, il collabora au quotidien *Vers l'Avenir*, mais aussi à *La Revue nouvelle* et à *Combat*. Fonctionnaire à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) de 1954 à 1973, il y avait rencontré André Renard, à la suite de quoi il adhéra au Mouvement populaire wallon. Il prit fait et cause pour la Wallonie toute sa vie, marquant son opposition au retour de Léopold III, défendant dans les années 60 la réalisation d'une étape européenne sur les difficultés économiques de la Wallonie, se prononçant pour une Belgique à trois Etats (l'étape décisive, 1973), puis en faveur de la réunion à la France (Wallon, quelles-tu ?, 1990). Il fonda à Bruxelles la Maison de la Francité, qu'il dirigea de 1978 à 1999. Il participa aussi à la belle aventure de la revue *Wallonie-France*, pour laquelle il ne ménagea pas ses efforts, ni son soutien. Nous nous souvenons d'un homme bon, savant et généreux. Son sourire et son enthousiasme nous manqueront, de même que ses appels à ce que les "Français hors les murs" rejoignent enfin leur Nation !

bons bilingues que les Flamands. Enfin, en dépit des déclarations rassurantes de Pieter De Creem, le colonel Verboord, ancêtre de la N-VA ? Il s'appelait Léon Degrelle. [...] dont la connaissance du flamand a été jugée excellente, et dont les compétences étaient supérieures, ont été recrées [...] au profit de Flamands dont la connaissance du français était plus faible." Et Denis Ducarme de souligner que les dés pourraient être pipés : "Contrairement à ce qui se passe dans la fonction publique, l'examen [lin-guistique] est organisé en interne par la Défense avec un jury dominé par les Flamands."

F.D.

déshonorant avec le VNV (Vlaams Nationalen Verbond), ancêtre de la N-VA ? Il s'appelait Léon Degrelle.

21 octobre 2010 J.-F.G.

P.S. Il est rassurant de constater que ces curieuses déclarations francophobes et germanophiles ont donné l'occasion à Laurette Onkelinx de déclarer sa flamme à la République : "Quoi qu'il en soit, à-t-elle confié au Soir (22 octobre 2010), pour moi, la langue, la culture nous rapprochent d'avec la France, ainsi qu'une conception de l'Etat, c'est beaucoup."



Vous le savez: la revue *Wallonie*—France a cessé de paraître. Un certain nombre parmi les anciens collaborateurs de la revue ne se résignent pas à priver d'une aussi importante source de réflexion tous ceux — et nous savons bien qu'ils — sont chaque jour plus nombreux — qui ne voient d'autre issue pour sortir du bourbier dans lequel se débat la Belgique depuis tant d'années qu'une réunion de la Wallonie et de

Bruxelles à la France.

La réunion de la Wallonie ET de Bruxelles à la France, disions-

THE JOURNAL OF CLIMATE

Mais, se demandera-t-on, pourquoi s'obstiner? Parce que les événements de ces derniers mois sont porteurs de la Ville où vit le plus grand nombre de Wallons et c'est faire courir d'une manière mortelle danger à une partie de Bruxellois le danger mortel d'une mise sous tutelle par la Flandre et de condamner les Wallons à la gêne matérielle et à l'isolement.

le courage de débrancher le respirateur.

Dé courageants et révoltants, parce que chacun voit bien que, de plus en plus, les dirigeants politiques, les médias, les universitaires, les acteurs économiques, ont cessé de croire en la survie de la Belgique et réfléchissent à ce que pourrait être l'après.

ment, sur la place publique, en espérant que notre présence, par l'effet papillon, pèsera sur le cours des événements.

L'impérieuse, la féconde logique du séparatisme s'est enfin fait jour dans le débat politique. Il faudra compter ce que nous a coûté l'entêtement de nos partisans à garder en vie une Belgique minée par l'immuable nationalisme flamand. Oh, ils ne sont encore qu'au début de la conversion. Trop de scepticisme affiché, trop d'effacements de la nostalgie d'un passé mythique, trop de frissons perceptibles atténuent l'évocation de ce qu'ils appellent le plan B - celui qui vient après le A de la sauvegarde du royaume. Ne cachons pas non plus qu'ils espèrent (bien vainement) amener la Flandre à composer en dégainant l'arme suprême. Mais déjà ils ne laissent plus aux gens du nord le monopole des épouvantails et le bonordre des facteurs se met peu à peu en place dans leur île.

Pris entre deux fronts, le régime belgicain forme ses derniers carrés de bobardiers, déchotiers et de prében-diers. Tendez vos mouchoirs, il pleut des idioties.

habillent ce mirage d'une apparence de réalité, à coup d'éditoriaux aussi creux qu'émotifs et de sondages dont il serait cruel de rappeler le rapide démenti opposé par l'évolution politiquement aux exercices précédents sur l'état de l'opinion flamande. Le malheur vient que trop de politiciens se repassent de ces chiffres faux et décevants commentaires biaisés. Les bons politologues savent pourtant que l'exactitude des sondages décline (dernier exemple en date: l'élection présidentielle au Brésil), non seulement parce qu'ils opèrent avec trop peu de moyens, mais aussi parce qu'une masse croissante de sondages se dérobent ou mentent aux interrogateurs. Ne soyons donc pas inquiets d'apprendre par les sondeurs que les Bruxellois refusent de s'unir à la Wallonie. Quoi qu'il en soit dans l'instantané, le cours naturel des choses les amènera le moment venu

que la Wallonie belge, que de nouvelles forces productives, débarrassées de ce qui comprime dans l'Etat belge, ne surgiraient pas dans le paysage, que notre politique économique n'aurait pas une autre configuration, que nos échanges extérieurs ne se mouleraient pas dans une autre structure, que nos services publics changeant de cadre, n'accroiraient pas nos utilités, etc., etc. Passons sur leur sous-estimation systématique de notre redressement et venons-en au défaut capital de leurs prédictions aussi chiffrées que les algorithmes des banquiers en 2008 (souvenons-nous qu'aucun d'eux n'a été capable d'annoncer la crise financière); ce sont des belgiciens de sentiment, qui livrent leur opinion sous couvert d'une pseudo-science. Il y a une quinzaine d'années, on nous assénait encore "the cost of non-Belgium" (en anglais, langue liturgique des affairistes). De solides études flamandes et même quelques waliennes ont depuis fait bonne jupe

C'est pourtant ce déni de l'évidence que s'efforce de propager avec eux un quartieron de politiciens flamands au francart qui ne se privaient pas de nous exploiter quand ils étaient aux affaires, tout en dominant à leurs collègues du sud leur content de belgitude. M. Mark Eyskens illustre parfaitement leur propos. Il n'est question dans son ramage que de compromis (équilibré, l'adjectif est rituel), de bonne volonté minimale et réciproque, voire de sens commun. Mais demandez-lui donc de nous rendre Fourons, de reconnaître Bruxelles comme une Région à part entière et de changer la donne économique, vous le rendrez muet. Il est intarissable, en revanche, sur l'exaltation de la belgitude. Petite remarque : plus personne ne l'écoute en Flandre.

Une autre espèce de mystifications sévit sur la place publique : les économistes aux ordres du pouvoir nomistes aux ordres du pouvoir. À les entendre, la sécession coûterait aux Wallons 15 ou 20 % de leur pouvoir d'achat. Voilà pour qui voire bonne Wallonne de filière devrait être muette ! Mais si l'on creuse un peu leur docte enseignement, on y découvre très vite qu'ils raisonnent comme si une Wallonie n'existe pas.

Un déleureux argument est que l'union des Régions du royaume leur procure à toutes une valeur ajoutée, dont nous ne saurions nous passer qu'au prix de douloureuses privations. Il n'est que de voir le gouffre où a plongé la Wallonie pendant le dernier demi-siècle et d'où elle commence seulement à sortir pour apprécier la juste

soit, toutes nos perspectives économiques et morales - car ce ne sera pas rien de retrouver la fierté d'appartenir à une grande nation ? Aucun de nos dirigeants n'ose en parler, même si plus d'un y pense et que leur parole se libère dès qu'ils sont en retraite.

Jacques ROG/ISSART



ILS L'ONT DIT ...

Nicolas DUPONT-AIGNAN, député de l'Essonne, président du rassemblement gaulliste "Débouchez la République", dans un communiqué du 6 septembre 2010 intitulé "La France doit se préparer à accueillir ses compatriotes Wallons et Bruxellois".

L'entrée en phase terminale de la crise belge conduit le pays au bord de l'éclatement. La France doit donc se préparer à assumer toutes ses responsabilités envers les francophones de Belgique, en les assurant le cas échéant, de son accueil et de sa protection.

Ainsi, et pour paraphraser le Général de Gaulle, les Wallons "retrouveraient au sein de la France la fierté d'appartenir à une grande nation, la fierté de leur langue et de leur culture, le goût de participer aux grandes affaires du monde et de se battre pour de grandes causes humaines".

Naturellement, cette évolution territoriale majeure en Europe ne pourrait s'accomplir que dans le strict respect du droit des peuples à disposer eux-mêmes, au terme d'un processus d'autodétermination incontrôlable par sa netteté et son ampleur.

Dans une Europe désormais prégnante contre les impérialismes territoriaux et les heurts nationalistes entre grands pays, le véritable risque serait au contraire que la France cède à ses inhibitions européennes en refusant à tout prix d'accompagner, voire d'anticiper, le sens de l'Histoire.

En effet, à vouloir marier contre leur gré des peuples différents et détruire les Etats-nations, les apprentis sorciers

de la supranationalité belge ont créé depuis des années les conditions du rejet, de la haine et de la xénophobie. Maintenir une fiction de Belgique nous conduirait à un divorce violent, à la Yougoslavie, là où une séparation paisible à la Tchécoslovaquie est possible.

Il est donc du devoir de la France de prouver qu'un autre modèle est possible en accueillant les Wallons et Bruxellois si l'on souhaite au sein de la République.

♦ ♦ ♦

François-Michel GONNOT, député UMP de l'Oise, sur son blog le 17 juin 2010, sous le titre "La question belge", l'article étant illustré d'un coq hardi rouge sur fond jaune:

Jamais, depuis sa création en 1830, la Belgique n'a été aussi proche de son éclatement. Les dernières élections législatives, marquées par la forte poussée des nationalistes flamands, anti-francophones et séparatistes, sont une étape cruciale. Toutes les chancelleries d'Europe se taisent et veulent continuer à pratiquer la politique de l'autruche. Elles veulent ignorer l'éventualité de l'éclatement de la Belgique, au motif que l'Europe serait la seule réponse à la question nationale belge.

Mais tout le monde sait que nous approchons de l'heure de vérité. Jusqu'où les francophones belges sont-ils prêts à accepter les vexations, les privations et les humiliations pour sauver le royaume?

N'arrivera-t-il pas un moment où ils

ÉPINGLÉS

La téléphonie mobile redessine la frontière linguistique belge

Une étude de l'Université catholique de Louvain¹ vient d'administrer la preuve de l'existence d'une région bruxelloise élargie à sa large périphérie et d'une communauté Wallonie-Bruxelles sans discontinuité territoriale (cf. *Le Soir* du 10 octobre 2010). Deux ingénieurs en mathématiques appliquées et une géographe ont analysé les flux de téléphonie mobile en Belgique, soit 200 millions de communications passées entre le 1er octobre 2006 et le 31 mars 2007. En tenant compte de la fréquence des appels,

ils ont établi l'existence de dix-sept bassins téléphoniques. Celui de Bruxelles comprend la majeure partie de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et du Brabant wallon.

Le Mouvement réformateur, qui est le premier parti à Bruxelles et le deuxième en Wallonie, est né du rapprochement entre le Parti libéral français et un parti fédéraliste bruxellois francophone, le FDF. Notre volonté a toujours été d'affirmer l'unité de la Wallonie et de Bruxelles.

Bruxelles est une grande métropole francophone, plus de 90 % de

devront choisir entre trois solutions: le joug flamand, l'éclatement de la Belgique et la création d'un Etat wallon, ou leur rattachement à la France avec un statut qu'il faudra définir.

Si demain la région flamande devait décider de faire sécession de la Belgique, Bruxelles et la Wallonie auraient tout intérêt à assumer la continuité de l'Etat belge pour que la France puisse rester le siège de la France et la Wallonie, comme le demandaient un certain nombre de députés de droite, comme de gauche.

Qu'importe. L'essentiel aujourd'hui est que les Wallons, inquiets de leur devenir, sachent que, si un jour ils se demandaient, le peuple de France serait prêt à leur tendre la main.

♦ ♦ ♦

Olivier MAINAIN, le 8 septembre 2010, lors d'un "chat" organisé par le journal "Le Monde", en réponse à la question "Quelle est la position du MR de votre mouvement FDF sur une éventuelle scission de la Belgique? Seriez-vous favorable à un pays regroupant la Wallonie et Bruxelles? Que pensez-vous de la proposition de rattacher les régions francophones de Belgique à la France?"

Le Mouvement réformateur, qui est le premier parti à Bruxelles et le deuxième en Wallonie, est né du rapprochement entre le Parti libéral français et un parti fédéraliste bruxellois francophone, le FDF. Notre volonté a toujours été d'affirmer l'unité de la Wallonie et de Bruxelles.

Bruxelles est une grande métropole francophone, plus de 90 % de

ses habitants font usage du français comme première langue, en tout cas dans leurs rapports sociaux et administratifs.

Si demain la région flamande devait décider de faire sécession de la Belgique, Bruxelles et la Wallonie auraient tout intérêt à assumer la continuité de l'Etat belge pour que Bruxelles puisse rester le siège de la France et la Wallonie, comme le demandaient un certain nombre de députés de droite, comme de gauche.

Cela n'interdit pas d'envisager des formes de collaboration renforcée avec la France pour que la francophonie en Europe soit plus présente, notamment au sein des institutions européennes où l'anglais prédomine aujourd'hui.

Philippe MOUREAUX, dans une interview au "Vif" le 3 septembre: "Sur la région de Bruxelles [notamment basées sur les bassins d'emploi]", confie la géographe Isabelle Thomas, qui "avoue avoir été excitée le soir où il a ajouté: "À long terme, il faudra voir si cette cohésion ne peut pas aussi s'appuyer sur la France. En matière de culture, d'enseignement, on pourra imaginer des rapprochements avec la France, établir des échanges plus forts. Je ne trouve pas idiot d'y réfléchir."

♦ ♦ ♦

Bruxelles s'étendrait à cinq des six communes à facilités de la périphérie bruxelloise. Wenmuel excepté, mais Rhode-Saint-Genèse compris. Si l'on devait prendre ces résultats en considération dans le redécoupage territorial des entités issues de l'éclatement de la Communauté Wallonie-Bruxelles serait donc assurée, mis à part Comines-Warneton, encore enclos entre la Flandre... et la communauté flamande (seuls 2 % des appels mettent en communication le Nord et le Sud). On s'en serait bien douté, mais il y a mieux : autrefois, cet auteur de l'étude "sera un outil d'aide à la décision et à la réflexion". Avis aux principaux intéressés : les négociateurs francophones de l'imposible réforme de l'Etat belge et, surtout, le peuple souverain français de Wallonie et de Bruxelles!

¹ Brussels Studies, n° 42, 4/10/2010, disponible sur le site électronique <http://www.brusselsstudies.be>.

A l'heure de faire paraître ce premier numéro de Bruxelles-Wallonie-France, nous tenons à dire à JACQUES LIENARD et à MONIQUE WESMAEL combien nous sommes reconnaissants et combien nous admirons pour le travail qu'ils ont accompli pendant tant d'années. Nous essaierons d'être leurs dignes continuateurs, eux qui se sont dépensés sans compter pour permettre la parution de Wallonie-France.